

La folie évaluation : les nouvelles fabriques de la servitude.
(Alain Abelhauser Roland Gori, Marie-Jean Sauret)
Edition les mille et une nuits (appel des appels)

En ce début de XXI^e siècle en Occident, la folie –sociale- a pris nom : évaluation. Depuis deux -trois ?- décennies, il n'est plus guère d'administrations ni d'institutions à pouvoir prétendre échapper à son emprise, à ses diktats. Elle s'impose, se justifie de toutes parts, se fait l'agent et le vecteur d'une puissante idéologie, assure son règne, devient un mode de gouvernement –comme on le montrera plus loin.

Qui donc, effectivement, pourrait désormais éviter de passer sous ses fourches caudines ?

L'évaluation ne se contente pas d'exercer ses talents au plus près de chacun, elle joue aussi la carte du prosélytisme ; elle a soif de servants, les évalués d'un jour ne tardent pas à devenir les évaluateurs du lendemain. Ainsi, sous la bannière de l'efficacité et du pragmatisme, se développe-t-elle : elle conquiert de nouveaux secteurs, se nourrit de l'humain en faisant des adeptes désormais soucieux de porter à leur tour la bonne parole, de nouvelles recrues impatientes de se reproduire à leur tour, de nouveaux convertis au culte du chiffre –qu'elle donne comme un équivalent de la science et de l'objectivité sur lesquelles elle prétend asseoir ses valeurs.

L'évaluation n'est bien sûr qu'un outil, un instrument qui doit être jugé pour l'utilisation qu'on en fait plus que pour ses propriétés intrinsèques. Mais ces propriétés mêmes montrant pourtant largement à quel usage on le destine, à quelles fins il doit servir : celui et celles de l'asservissement par excellence. Les pages qui suivent en feront la démonstration.

Les arguments qui justifient la pratique de l'évaluation ne manquent néanmoins pas, et paraissent même souvent irrécusables : il s'agit, nous dit-on, rien moins que de la procédure la plus convenable pour rendre des comptes à la société et, ce faisant, pour protéger ceux qu'on appelle désormais les « usagers », vous, moi, tout un chacun. Il s'agit aussi de progrès, et du meilleur du progrès : si on en veut retenir pour vous que le meilleur, je faut-il pas préalablement l'avoir évalué ? Franchement, que pourriez vous avoir à redire à cela ? S'opposer à de tels arguments, à un raisonnement d'un tel bon sens, serait aussi vain que de s'opposer à un discours prônant le bonheur pour tous, dès demain et de surcroît pour pas cher. Qui pourrait ne pas en être d'accord, à moins d'être complètement déraisonnable, maladivement suspicieux ou ridiculement exigeant ?

Qu'on y réfléchisse quelques minutes et on s'apercevra que non seulement l'évaluation est particulièrement chronophage, que non seulement les moyens qu'elle met en œuvre s'avèrent particulièrement disproportionnés en regard des résultats qu'elle obtient mais que surtout, elle opère comme une gigantesque machine à détourner tout un chacun de sa fonction, à dissuader tout un chacun d'exercer son métier, de faire ce pourquoi il est fait : en les poussant à n'avoir d'actions que susceptibles d'être évaluées à l'aune prévue, en exigeant d'eux qu'ils fassent du chiffre et ne fassent que cela, elle détourne les chercheurs de leurs recherches, les

soignants de leurs soins, les enseignants de leur mission de formation et de transmission, les juges de leur jugement, les artistes de leur art, les policiers de leur action de prévention et de protection et j'en passe. Non seulement l'évaluation se constitue comme un remarquable outil d'asservissement social et une remarquable mesure d'appauvrissement intellectuel mais c'est aussi un processus très efficace pour vider le cœur des métiers de sa substance même. Non seulement elle est abusive et débilite, mais elle est socialement ravageante. Nous exagérons ? Voyez les chapitres qui suivent.

Qu'ajouter à cela ? Que l'évaluation participe d'une forme de logique, bien sûr, ou plus exactement qu'elle épouse si parfaitement une certaine logique qu'elle pourrait en constituer le paradigme absolu. Elle n'est qu'un moyen, certes, un moyen qui laisse transparaître les fins qu'il sert, bien sûr, mais surtout un moyen pris dans une telle forme de logique qu'il ne tarde pas à devenir une fin en soi, -à s'imposer comme étant sa propre fin. Ainsi en va-t-il dans certaines occasions : ce n'est plus alors la fin qui justifie les moyens, c'est encore pire, ce sont les moyens qui justifient la fin, ou qui se justifient eux-mêmes. Une telle logique, redoutable s'il en est, s'apparente pour une bonne part à celle qu'on identifie en psychopathologie comme obsessionnelle : une logique éminemment mortifère, qui consiste à tout vérifier sans qu'aucune vérification ne permette d'émettre un terme au doute inextinguible à son origine : qui consiste à tout ritualiser sans qu'aucun rituel ne permette jamais de résoudre le conflit de départ : qui consiste à tout différer en démultipliant à l'infini les étapes d'une action, de l'impossibilité de sa réalisation. Qui consiste en somme à s'assurer que l'on ne vit plus, de façon à se garantir ainsi de l'advenue de la mort, en faisant des moyens que l'on emploie pour cela des fins absolues.

L'évaluation se coule et de fond dans cette logique : c'est en cela qu'on peut la considérer comme un symptôme, mais à condition d'admettre qu'il s'agit d'un symptôme social, aux deux sens du terme « symptôme » : une solution que la société tente de trouver pour faire face à ses difficultés, c'est-à-dire en l'occurrence pour arriver à se paralyser (précisément grâce aux moyens censés être convoqués pour avancer) et un signe de ces (ses) difficultés, révélateur de ses apories, témoignant du « malaise inhérent à sa culture ». En cela, elle est un symptôme très particulier, un symptôme que nos dirigeants se doivent de soutenir et qu'ils ne peuvent plus dorénavant que reprendre à leur compte, tel un étendard, à l'instar de notre président qui, pour ne citer que lui, conduit dans un désormais célèbre discours adressé à des universitaires à faire l'éloge de l'évaluation, tout en reprochant à ses auditeurs de vouloir y échapper.

Evidemment, les choses ne peuvent guère en rester là. La folie évaluation n'est pas reçue partout avec la même complaisance ou dévotion. Il est des lieux où l'on proteste, des poches de résistance qui s'organisent. Hors les murs, où l'évaluation sévit depuis souvent plus longtemps qu'en France, la contestation n'est pas en reste. Dans une première partie consacrée aux tenants et aux aboutissants de l'évaluation en général, nous donnons à voir les enjeux politiques de celle-ci, pointons l'imposture sur laquelle elle se construit, en se donnant comme lettres de crédit des références prétendument scientifiques et soulignons ses conséquences délétères sur le plan subjectif, ce pourquoi nous avons intitulé cet ensemble « le culte du chiffre, la mort de l'humain » Dans une deuxième partie, nous nous attachons à explorer deux domaines dans lesquels l'évaluation s'est, en France récemment exercée, celle des

psychothérapies et celle de la recherche universitaire et scientifique, en montrant comment elle entend régler tant la question du sujet que celle de la vérité. Pour conclure, Roland Gori questionne la valeur : en se demandant quelle est sa place dans le champ de la pensée et du social, il révèle la dimension politique de l'évaluation et rappelle que refuser l'évaluation n'est en rien un refus de rendre des comptes à la société, tout au contraire : car en dernière analyse, il faut admettre que le contrat social traditionnel, -le fait que l'on ait à rendre compte à la société des missions qu'elle vous a confiées- est en passe d'être rompu, et que l'évaluation n'est ni plus ni moins qu'une tentative assez vaine et dérisoire pour maintenir l'illusion qu'il opère toujours.

La folie évaluation n'est en somme rien d'autre que le symptôme de la déliquescence du tissu social et de ce qui fut appelé autrefois « contrat social ». A présent, il s'agit de le refonder.

I) LE CULTE DU CHIFFRE, LA MORT DE L'HUMAIN :

1) L'ÉVALUATION PERNICIEUSE :

L'évaluation méthodique des services a gagné l'ensemble du monde occidental dans les années 1990. Elle s'est attaquée en particulier au système de santé et aux universités. Son principe majeur consiste à œuvrer pour optimiser le rapport coût-efficacité. Elle a ainsi introduit l'économie de marché dans des domaines qui en étaient autrefois préservés. Dans notre champ culturel où les idéaux se délitent, l'utile apparaît comme la valeur minimale, incontestable : l'évaluation se présente comme étant au service de l'utilitaire : elle tend maintenant à s'étendre à toute activité humaine.

Qui oserait refuser aujourd'hui l'évaluation ? Elle ne veut que le bien général : maximiser la qualité des services rendus et obtenir la meilleure rentabilité des deniers publics. Ces notions ne peuvent apparaître que comme « bonnes » dans une évidence aveuglante : et ceux qui s'y opposent sont « absurdes ». On veut nous faire oublier ainsi que l'évaluation repose sur une logique gestionnaire et sur des techniques de management dont les conséquences sont pires que les bénéfiques attendus :

Amputation de l'évalué :

L'une des conséquences les plus manifestes de l'évaluation est éminemment paradoxale : l'évaluation ampute d'emblée toute activité à laquelle elle s'attache. Chacun constate dans les faits qu'elle détourne à son profit un temps considérable qui ne peut plus être consacré au travail (évalué). Un chef de service de secteur psychiatrique relate qu'une simple démarche d'auto-évaluation, administrativement incontournable, a mobilisé le quart du personnel pendant seize heures à raison de huit réunions de deux heures, afin de remplir une grille référentielle préétablie, de surcroît non adaptée à la psychiatrie. Le premier effet de l'introduction des procédures de l'évaluation est une perte de productivité qui atteint parfois plus de 20%. Elle écarte le clinicien de ses patients, le chercheur de ses travaux. Elle donne naissance à une bureaucratie parasitaire, qui détourne des ressources à son profit, qui se nourrit du travail d'autrui, qui le mine de l'intérieur. Elle génère des structures

nouvelles, organismes divers, qui se greffent sur les institutions. Elle a besoin d'experts toujours plus nombreux. Elle fait appel à des individus de formations diverses pour les initier à la logique gestionnaire, propre à expertiser les institutions de la santé. Que les pratiques de celles-ci soient totalement étrangères aux experts ne peut que les inciter à s'attacher au respect tatillon de grilles préétablies. L'évaluation recrute des enseignants et des chercheurs pour assouvir sa chronophagie et pour mettre en bonne place dans ses instances quelques autorités scientifiques. Certains universitaires en arrivent à abandonner totalement leurs activités de recherche pour se consacrer à l'administration de l'évaluation. Qui plus est, celle-ci ne se réduit pas avec le temps, au contraire. Butant sans cesse sur un aléatoire qui lui résiste, sa bureaucratie s'accroît, ses exigences s'affirment, la paperasserie augmente. L'activité évaluative est toujours portée à s'emballer. Elle prône une préévaluation par l'intermédiaire de contrats, elle appelle à l'autoévaluation permanente, elle incite au suivi de l'impact de ses effets, elle crée des évaluateurs des évaluateurs, elle souhaite devenir plus fréquente : elle incite à multiplier les procédures. Elle prolifère. Cet engrenage à l'infini produit un ogre prétendument utilitariste que rien ne saurait satisfaire. Bref, l'évaluation est d'emblée fort coûteuse, pour les deniers publics (ou privés, le phénomène touchant toutes les entreprises) et lourde pour les professionnels sur lesquels elle s'abat.

Il est difficile d'obtenir des chiffres concernant le coût de l'évaluation mais quand on s'y essaie, les résultats sont surprenants. On constate qu'un petit hôpital psychiatrique de province y consacre des sommes considérables : les documents de cet hôpital montrent qu'une première visite de certification qui a duré une semaine a donné lieu à un versement de 15540 euros à l'autorité de santé. A ce coût, est-il précisé, s'ajoute le coût induit par la participation des personnels aux groupes d'évaluation des pratiques professionnelles et d'autoévaluation : 11 groupes thématiques de travail et 10 autres groupes d'évaluation des pratiques professionnelles ! D'autres dépenses sont envisagées pour faire appel à un « organisme de formation dont les missions seront de mettre en œuvre une visite à blanc et de nous soutenir dans l'élaboration de la synthèse finale. Les 15540 euros ne sont donc qu'une goutte d'eau dans un processus complexe de pré-évaluation, d'évaluation à blanc, d'évaluation définitive, etc. Entraînant la rédaction d'un rapport. Le tout devant être périodiquement répété. Mais cela n'est pas suffisant : décidément inquiète, la direction de l'hôpital cherche à se prémunir, en embauchant un spécialiste de l'évaluation. Pour cela elle crée un poste de « responsable qualité » : ajoutons 68478 euros l'an.

Au moment où l'on supprime des milliers de postes de fonctionnaires, il est intéressant de savoir que les fonds ne manquent pas pour créer ceux des évaluateurs. Dès lors, en 2007, les dépenses consacrées à l'évaluation dans un petit hôpital se montent vraisemblablement à des centaines de milliers d'euros ! Un ordre de grandeur qui laisse à penser sur les sommes engagées par les grosses structures hospitalières.

Dans les universités, les enseignants constatent de même que les heures consacrées à l'évaluation se font chaque année plus nombreuses, au détriment de l'enseignement et de la recherche. Le dénombrement de ces heures donnerait un coût approximatif de l'évaluation : une somme que nous n'imaginons même pas. Nous en avons cependant un indice particulièrement probant, mentionné dans un

travail d'Eric Laurent intitulé « le trou noir des vanités ». Il rapporte que dans le système le plus évalué au monde, les Etats-Unis, les dépenses administratives d'évaluation absorbent près du tiers des dépenses de santé.

Pourquoi le coût considérable de l'évaluation n'est-il jamais distingué en tant que tel ni évalué par les évaluateurs ? Sans doute y reviendrons-nous mais la réponse est : parce que ses avantages sont incommensurables – mais pas pour tous.

Fiabilité relative :

L'agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) à l'instar de toutes les instances d'évaluation officielles, n'hésite pas à affirmer qu'elle « garantit la fiabilité des procédures et des résultats d'évaluation qu'elle conduit ». D'ailleurs, à cette fin, elle met en place d'importants moyens, d'abord des dispositifs permanents d'auto-évaluation et elle assure même faire appel à une « évaluation externe indépendante ». Elle cherche ainsi à faire advenir l'évaluateur des évaluateurs, garantirait l'évaluation absolue. Or, bien entendu, toute évaluation peut être contestée, par une autre évaluation utilisant une méthodologie différente, ce qui ouvre une controverse.

Toute évaluation est relative parce qu'elle dépend du choix méthodologique. Cependant, l'évaluation nous est aujourd'hui présentée comme objective, parée du prestige du chiffre, donc scientifique, donc non interrogeable. On passe sous silence que le modèle mathématique suppose en aval sur un choix décisif celui de chiffrer tel élément plutôt que tel autre, tandis qu'en amont se font d'autres choix, ceux qui opèrent dans l'interprétation des résultats. En matière d'évaluation de l'efficacité des psychothérapies, par exemple, il a été bien établi que les résultats obtenus sont très fortement corrélés à l'allégeance théorique des chercheurs qui ont engagé l'étude : Dans ce domaine, il est assez manifeste que le résultat souhaité détermine la méthodologie employée. Mesurer l'efficacité en référence à l'éradication d'un symptôme n'est pas du même ordre que de l'apprécier en rapport à l'amélioration générale du fonctionnement du sujet. La première mesure étant aisément chiffrable, elle convient mieux aux modernes évaluateurs tandis que la seconde nécessitant une appréciation qualitative est volontiers rejetée comme non scientifique.

Un minimum de crédibilité pourrait être accordé à l'évaluation si les évaluateurs étaient reconnus comme particulièrement compétents dans le domaine envisagé. Or cela est rarement le cas. Il est fréquent que les évaluations soient menées par des individus peu embarrassés par leur manque de compétence dans la discipline considérées, le maniement du chiffre leur conférant une onction scientifique qui leur paraît une autorisation suffisante

L'AERES cherche à réduire l'évaluation à un problème technique, ce qu'elle n'est que secondairement. Comment faire confiance à cette agence alors qu'elle ne respecte pas elle-même ses propres protocoles ? Elle affirme que ses experts ne doivent pas avoir de « conflits d'intérêt » avec les évalués : or, en psychologie, la quasi-totalité des experts sont des cognitivistes qui considèrent que seule la méthode expérimentale est appropriée à leur science, de sorte que ceux qui prônent la méthode clinique sont mis à l'index et progressivement étouffés. Si les cliniciens expertisaient les cognitivistes, ces derniers crieraient à l'incompétence, mais l'inverse semble acceptable à l'AERES, au nom d'une conception naïve de la science. En

cautionnant cela dans le domaine de la psychologie comme en d'autres domaines des sciences humaines, l'agence se discrédite.

Depuis peu, l'appréciation de la qualité des chercheurs est censée être devenue fiable : elle se mesure à « l'impact factor ». Plus un chercheur est cité dans les revues propres à sa discipline, meilleure est sa notation. A l'extrême, la production d'une thèse peu crédible, mais faisant réagir : la communauté scientifique dans son entier, comme naguère cela fut le cas de celle du Dr Benveniste sur la « mémoire de l'eau », fera bénéficier son inventeur d'un meilleur « impact factor » qu'une thèse hautement novatrice mais en rupture avec le savoir du moment, donc peu commentée et assimilée.

Dans certains champs, en particulier en sciences humaines, les effets de réseau produisent un conformisme intellectuel agressif qui s'efforce d'étouffer les recherches divergentes.

On ne peut que partager l'avis du mathématicien Luc Miller : « le discours évaluationniste, qui revendique l'objectivité parfaite est un délire, qui fait peser sur le chercheur un absolu fallacieux ». Qui plus est, ajoute-t-il, c'est une idée dangereuse de penser qu'il puisse y avoir une évaluation automatique chiffrée, systématique, complètement objective, et qui vous appelle à participer à cette objectivité, alors que vous avez bien le droit de ne pas être comme les autres, d'avoir une pratique différente. Il y a dans la culture de l'évaluation, le désir d'imposer des normes, d'humilier l'autre, de le faire céder sur son être. Vous avez des chercheurs passionnés à qui soudain on oppose des critères, des modes d'évaluation qui les dévalorisent à leurs propres yeux.

Atteinte au lien social :

Outre l'aggravation de la charge de travail, l'évaluation, même positive, suscite une désorganisation foncière : elle fait toujours apparaître le fonctionnement présent comme inaccompli au regard de la performance optimale. Elle incite à un remaniement permanent des tâches à évaluer. Elle génère un idéal inaccessible : le moindre coût pour l'efficacité maximale – même le bénévolat expert ne peut complètement la satisfaire : elle entraîne une instabilité et une tension constantes. Qui adhère à l'idéologie de l'évaluation se doit d'être toujours plus performant en s'engageant dans une multiplication de publications, dans un accroissement des consultations, dans une « colloquie » effrénée, etc. Dans ce nouveau contexte devient déterminante la capacité à s'adapter et à se soumettre en permanence à ces lourdes exigences, et non plus la qualité du travail ou de la recherche.

L'évaluation est par essence ségrégative : elle produit des classements d'individus, elle désigne les meilleurs et stigmatise implicitement les autres. Elle instaure une compétition permanente entre les institutions, les équipes, les chercheurs et les professionnels. Elle porte ainsi atteinte au lien social en constituant comme concurrents et rivaux potentiels ceux qui devraient s'éprouver comme solidaires. Rien de mieux que l'évaluation pour miner la conscience syndicale. Elle produit une sélection de mode darwinien qui conduit par exemple à la partition des universités entre pôles d'excellence scientifiques et collègues universitaires littéraires.

Le coût humain de l'évaluation est lourd : non seulement celle-ci accroît les charges de travail de l'évalué et l'incite à faire toujours plus, mais elle est aussi fondamentalement suspicieuse envers lui. Les activités humaines ont toujours fait l'objet d'une évaluation spontanée, reposant a priori sur une confiance accordée aux institutions et aux professionnels. L'évaluation méthodique commence par retirer cette confiance. Elle instaure une surveillance des évalués, qui augmente avec l'exigence : elle n'a pas à justifier sa foncière suspicion puisqu'elle est inhérente à son fonctionnement.

Dans un ouvrage intitulé « les ravages de la modernité universitaire en Europe », Chris Lorenz, professeur d'histoire à Amsterdam constate très justement que « les raisons pour lesquelles il en faudrait pas faire confiance à l'autonomie professionnelle des universitaires et pour lesquelles il faudrait préférer le formalisme bureaucratique au professionnalisme n'ont jamais été soumises à discussion ». Et il établit qu'il s'agit uniquement d'un présupposé intégré au discours néo-managérial et, comme tel, placé hors du domaine de la réflexion et de la critique. L'évaluation ne croit ni à l'éthique professionnelle, ni à la régulation institutionnelle : elle se méfie de l'humain.

L'évaluation quantitative est néfaste, note Michel Saint-Jean, physicien, car elle détruit la coopération entre chercheurs pour ne favoriser que des recherches mises en concurrence et cloisonnées pour être identifiables. Cette conception va à l'encontre de la recherche telle qu'elle a été pratiquée pendant des décennies : la recherche publique, affirme-t-il, réclame la liberté intellectuelle, la confiance mutuelle, des laboratoires permettant des échanges fructueux entre chercheurs et une évaluation de leurs idées, basée sur la confrontation intellectuelle, des organismes capables de dialoguer et de les accompagner. A la place, le pouvoir actuel a choisi de surveiller et punir. Alors que les potentialités sont immenses, il est à craindre que sous ces contraintes, la science française ne s'étiolle par épuisement, passivité ou soumission.

Les évaluateurs prennent toujours la précaution de souligner qu'ils ne sont pas les décideurs, et passent volontiers sous silence qu'ils sont nommés par ces derniers. En France comme dans d'autres pays, les conseils d'administration de l'agence nationale de la recherche (ANR et AERES) ne sont pas indépendants : y siègent des représentants de l'état et des entreprises. Les évaluations produites sont censées délivrer des données objectives propres à éclairer la décision des politiques : il arrive qu'elles ne répondent pas à leurs attentes.

Interprétation orientée des résultats :

Prenons un exemple de leur possible traitement dans ces circonstances : de nouvelles études récentes confirment que l'efficacité des antidépresseurs est dans la plupart des cas à peine supérieure à celle des placebo. L'information ne reste pas pour une fois confidentielle et se diffuse dans la presse et aux journaux télévisés. Quelle est la réaction de psychiatres universitaires à cette évaluation qui contredit leur conviction scientifique ? Dans le Figaro du 2 mars 2008, quatre d'entre eux s'insurgent et clament que « trop c'est trop ». Ils commencent par banaliser l'information en rappelant qu'elle est connue de tous les spécialistes. Certes mais pas des consommateurs d'anti-dépresseurs. La suite de leur tribune montre qu'ils souhaitent que persiste l'ignorance de ces derniers. Ils remettent en cause la

méthodologie de ces études. Le plus ahurissant est l'affirmation suivante des autres professeurs : « les résultats négatifs n'intéressent pas la communauté scientifique » : la science ne doit selon eux apporter que de bonnes nouvelles, sinon ce n'est plus de la science. Emportés par leur enthousiasme, ils ajoutent : les résultats négatifs « ne sont pas acceptés par les revues scientifiques ». Comprenons bien : dire qu'un médicament est efficace, c'est scientifique, cela relève de l'évaluation, affirmer qu'il ne l'est pas, c'est de l'idéologie.

Il y a pour les décideurs de bonnes et de mauvaises évaluations : les premières sont promues au rang de vérités scientifiques, les secondes ne sont pas dignes d'être mentionnées. En fonction du produit évalué et des résultats attendus, la même méthodologie sera tour à tour louée et décriée par les mêmes experts. En se parant de la figure de l'évidence, la bonne évaluation gomme le choix politique qui la promeut et l'utilise. Elle sert d'alibi à des décisions dont les déterminants sont pour l'essentiel déconnectés de celle-ci. Quels sont-ils ? L'exemple des psychiatres du Figaro met sur la piste : celle qui oriente vers les laboratoires pharmaceutiques et conduit au-delà de l'industrie à l'économie de marché et à ses rouages. Les tenants de l'idéologie de l'évaluation sont porteurs d'un projet de société. Certains en sont conscients, d'autres veulent l'ignorer mais tous refusent publiquement d'en assumer la responsabilité, préférant se camoufler derrière une prétendue objectivité qui n'a en la circonstance rien de scientifique.

Gommer l'acte politique :

Bien que le coût matériel et humain de l'évaluation soit élevé, nul dirigeant, nul acteur politique ne songe à l'évaluer elle-même. Pourquoi ? Et bien parce qu'elle tire sa force du profit politique incommensurable qu'elle génère : qui accepte librement d'être évalué se trouve capté, parfois malgré lui, par une conception du monde régie par le profit.

Jacques-Alain Miller souligne à juste titre qu'en matière d'évaluation, l'essentiel n'est pas de produire du chiffre mais d'obtenir le consentement d'autrui : « l'évaluation est une initiation et se transmet comme une initiation. On tente les gens de s'y prêter en leur disant : « une fois que vous serez évalué, vous en évaluerez d'autres ». L'évalué d'hier devient donc l'évaluateur de demain. Tout évalué accrédité est en puissance un évaluateur. L'évalué « y est passé », il attend que vous « y passiez » à votre tour. Il est naturellement prosélyte.

Même non accrédité, l'évalué consentant perçoit après-coup son activité à travers les « valeurs » suggérées par l'évaluation. Dès lors, sa lecture du monde et des rapports humains s'infléchit, le plus souvent sans qu'il le discerne. Les lois de l'économie de marché revêtent pour lui la figure de l'évidence. En contester les ramifications dans l'évaluation lui devient « absurde ».

L'évaluation porte en elle une idéologie pernicieuse, parce qu'elle est extrêmement coûteuse d'un point de vue matériel et humain, parce qu'elle désorganise ce qu'elle prétend optimiser, parce que contrairement à ses prétentions, elle n'est jamais totalement fiable, parce qu'elle fétichise le chiffre, parce qu'elle porte atteinte au lien sociale, parce qu'elle gomme l'acte politique sur lequel elle repose. Pourquoi la prône-t-on malgré tout ? Parce qu'elle présente l'énorme avantage politique de faire

consentir subrepticement ceux qui l'acceptent à la logique folle de l'économie de marché totalement dérégulées.

Certes, nous ne pouvons refuser d'entrer dans les mécanismes de l'évaluation, sauf à démissionner des lieux où elle se pratique, mais nous devons refuser d'adhérer à son idéologie, en ne nourrissant pas celle-ci, en ne rêvant pas d'une bonne évaluation, en rappelant sans cesse que le facteur humain excède le chiffre, en résistant pied à pied, en dénonçant ses méfaits et en la révélant pour ce qu'elle est en dernière analyse : un instrument de consentement à l'économie de marché.

2) UNE NOUVELLE MANIÈRE DE DONNER DES ORDRES ?

« Il est raisonnable de penser que la multiplication des machines informationnelles affecte et affectera la circulation des connaissances autant que l'a fait le développement des moyens de circulation des hommes d'abord (transports), des sons et des images ensuite (media).

Dans cette transformation générale, la nature du savoir ne reste pas intacte.

Il ne peut passer dans les nouveaux canaux et devenir opérationnel que si la connaissance peut être traduite en quantités d'information. ON peut donc en tirer la prévision que tout ce qui dans le savoir constitué n'est pas ainsi traduisible sera délaissé, et que l'orientation des recherches nouvelles se subordonnera à la condition de traduisibilité des résultats éventuels en langage de machine ».

Jean-François Lyotard : (la condition postmoderne).

L'évaluation n'est pas un mot mais un mot d'ordre ». (Jean-Claude Milner).

L'empire de l'évaluation s'étend aujourd'hui à presque tous les champs d'existence des individus et des populations. Les expertises technocratiques qu'il installe en lieu et place d'un authentique gouvernement politique repose sur une folle passion de la mesure et de la quantification.

Les machines bureaucratiques remplacent l'autorité des chefs :

Si l'évaluation s'impose aujourd'hui comme la nouvelle manière de donner des ordres au nom d'une prétendue objectivité formelle, technique, gestionnaire, comptable, c'est parce que l'autorité est en crise et que les décisions sont escamotées. ON les cache, on les pare d'une « neutralité d'eunuque », pour reprendre l'expression de l'historien polonais Johan Droysen. Rien de mieux que les chiffres pour parvenir à assujettir les individus et les masses, et les obliger à incorporer la logique des choses inertes, la subordination des travailleurs aux fonctions qu'exige le système technicien. Sous le couvert d'un déterminisme techno-économique propre aux modes de production capitalistes s'installe une oppression sociale et symbolique, non seulement dans le champ professionnel mais plus encore dans tous les secteurs de notre vie sociale et subjective.

Le progrès technique et les monopoles qu'il confrère à quelques-uns génèrent sans cesse de nouvelles servitudes, servitudes justifiées, légitimées par les exigences de la production et de l'ensemble des rapports sociaux d'exécution qu'elle prescrit.

Naguère, les « chefs » devaient veiller à la docilité du travailleur, à ce qu'il se soumette aux quelques fonctions exigées par la machine (d'un nombre fini) : désormais, c'est l'organisation bureaucratique, avec son traitement statistique de toutes les données et sa rhétorique d'expertise qui donne aux chefs une légitimité au développement infini de l'oppression sociale.

Comme l'a montré Hannah Arendt, ce qui rend nos sociétés de masse si difficile à supporter et à vivre, ce n'est pas tant le nombre de ses membres, c'est que le monde qu'il y a entre eux, ce monde commun, bien commun, n'a plus le pouvoir de les rassembler, de les relier, ni même de les différencier. C'est à cette perte d'un monde commun que travaille la néo-évaluation, en propulsant l'humain dans un univers où l'existence est réifiée, quantifiée, faussement objective, sans histoire et sans valeur.

La néo-évaluation constitue ce rite social de passage de la culture du capitalisme industriel, historiquement daté et qui se termine vers 1975, à une culture du capitalisme financier, qui se répand à partir des années 1980. Étendue aujourd'hui à tout domaine, elle triomphe. D'où cette prolifération technocratique de l'expertise, sa tyrannie, ses professions de foi et ses certitudes, qui décrédibilisent le travailleur autant que le citoyen, et le dépossèdent de fait de ses activités et de ses droits démocratiques, ce qui permet d'organiser toujours plus au sein même de l'état une culture d'audit et de gestion néolibérale.

Cette culture-là liquide l'autonomie du champ politique et de l'autorité au profit d'une culture de la normalisation et du contrôle social. Comme Michel Foucault l'a montré, nous vivons dans une société toujours plus articulées à la norme et toujours moins à la loi : « nous sommes entrés dans un type de société où le pouvoir de la loi est en train non pas de régresser mais de s'intégrer à un pouvoir beaucoup plus général : celui de la norme. Ce qui implique un système de contrôle et de surveillance tout autre.

Dans nos démocraties, dans les sociétés de contrôle qui se sont installées, la « force » ne peut s'exprimer directement, elle doit prendre des masques : elle prend ceux de la norme, de la précaution, de la gestion des risques et de la rationalisation des conduites pour se faire accepter en douceur : sont invoquées la Raison, l'égalité, la transparence, le pragmatisme, l'efficacité, etc. Pour susciter l'adhésion ou provoquer de nouvelles formes de servitude volontaire. Dès lors, nos sociétés de défiance et de contrôle social requièrent la mise en place de nouveaux dispositifs de persuasion, d'argumentation et de manipulation de l'opinion pour obtenir sinon l'assentiment, du moins la soumission sociale des individus et des populations et leur oppression symbolique.

Cette logique de domination symbolique, on la trouve dans la reconfiguration de l'exercice de tous les métiers, en particulier les métiers de l'espace public, qui sont remodelés au nom du réalisme, du pragmatisme, de l'utilité et de la performance : les professionnels sont sommés de se mettre à l'heure des valeurs et des habitus du secteur privé, exposé à la guerre du marché globalisé ; Cette reconfiguration a produit de la colère sociale et du désespoir, tant individuel que collectif : la transformation des métiers sommés d'intégrer les valeurs culturelles du capitalisme financier a perverti leur sens, a évacué leur histoire et leurs traditions. Les réformes gouvernementales, préparées en amont par une nouvelle culture depuis presque trente ans, qui ont mis en œuvre cette métamorphose du secteur public, ont suscité

un grand mouvement de rejet et de dénonciation, à l'origine de l'Appel des appels et de bien des collectifs, qui constituent d'une manière ou d'une autre, une résistance aux nouvelles normes conformes au nouvel esprit du capitalisme.

La LOLF et la RGPP (...) s'inscrivent en réalité dans les normes du new public management formées il y a 30 ans dans le monde anglo-saxon. Ces choix réussis pris par les gouvernements, pourtant politiquement différents ont sciemment valorisé la culture de l'entreprise privée et organisé une véritable colonisation des services de l'état par les marchés financiers, ses conceptions de l'homme et du monde.

La néo-évaluation : une logique d'audimat ?

Si nous prenons pour exemple le journalisme, le métier s'est profondément transformé : il ne s'agit plus d'informer ni de contribuer à la formation de l'esprit critique des citoyens, de leur donner les moyens de prendre des décisions responsables, de construire leur point de vue mais de savoir au mieux produire de « l'infotainment », censément consensuel : il faut plaire, divertir, amuser et flatter, faire rêver, aussi pour amener les individus à consommer, mais aussi à intérioriser les normes, normes industrielles de pensée minimale qui visent l'adhésion à une opinion publique massifiée, la disposition à la servitude volontaire et à la marchandisation de la « société du spectacle ». Ces normes favorisent une apathie politique prédisposant à la résignation et à la collaboration de l'individu à son propre malheur.

En 1996, Pierre Bourdieu faisait une analyse décapante des mécanismes d'homogénéisation, de dépolitisation, de décervelage et de censure propres à la télévision : « la télévision n'est pas très favorable à l'expression de la pensée (...) Un des problèmes majeurs que pose la télévision, c'est la question des rapports entre la pensée et la vitesse. Est-ce qu'on peut penser dans la vitesse ? Est-ce que la télévision, en donnant la parole à des penseurs qui sont censés penser à vitesse accélérée, ne se condamne pas à n'avoir jamais que des « fast-thinkers », des penseurs qui pensent plus vite que leur ombre... qui arrivent à penser dans des conditions où personne ne pense plus, parce qu'ils pensent par « idées reçues », des idées reçues par tout le monde, banale, convenues, communes.

La « télé-politique », disons en un mot comme en cent que faute d'autorité le pouvoir n'a pu accroître son influence que par la manipulation croissante de l'opinion à l'aide de réseaux invisibles et insidieux qui tendent à transformer les instruments de la démocratie en systèmes d'oppression symboliques.

La logique de l'audimat, cheval de Troie de la logique du marché, a produit des effets désastreux sur la « pensée pensante », dans la culture et l'information : cette logique-là, nous la voyons désormais à l'œuvre dans tous les secteurs de notre vie sociale. C'est elle qui organise les dispositifs de l'évaluation dans tous les domaines de la vie sociale, culturelle et professionnelle, avec bien sûr des particularités propres à chacun des domaines ; L'évaluation généralisée n'est pas autre chose que l'extension à l'infini de cette « logique de l'audimat ». Elle procède de cette forme de pouvoir qui tend à une homogénéisation des produits et des activités au sein des différents champs de notre existence sociale. Les choix opérés par la néo-évaluation s'alignent sur les dispositifs d'audience, de fréquence, bref de popularité, produisant des effets de conformations et de normalisation d'autant plus insidieux que la

structure invisible qui les produit prend le masque d'une objectivité formelle : la notoriété publique dont se prévalent les experts, ces nouveaux directeurs de conscience pour procurer au Pouvoir sa légitimité.

Naguère, comme le rappelle Simone Weil, la culture était considérée par beaucoup comme une fin en soi, un moyen de préparer la vie réelle, de permettre à l'humain de penser les conditions tragiques de son existence et de les partager avec ses frères en vulnérabilité. Aujourd'hui, la culture est divertissement, évasion de la vie réelle, isolant toujours davantage les individus les uns des autres dans une société du spectacle et de la consommation.

Effets paradoxaux :

L'expression « évaluation » est aujourd'hui plus que paradoxale. Je dis « plus que paradoxale », dans la mesure où ce dispositif procède moins du souci de donner aux hommes, à leurs produits ou à leur activités, une valeur qu'un instrument pour mieux la faire perdre : pour mieux les soumettre socialement en transformant tout ce qu'ils produisent matériellement ou symboliquement en « marchandises », en « segments techniques » ou en « produits financiers » offerts à la consommation et formatés pour générer du profit à court terme. C'est une nouvelle « civilisation » qui colonise les existences humaines et leur fait perdre le monde commun.

Il n'y a rien de mieux que les chiffres pour administrer et gouverner l'humain, administration morale et politique qui se masque autant que possible sous les traits neutres et pseudo-objectifs des statistiques ordinaires et des valeurs numériques. La limitation du politique et la normalisation des mœurs se réalisent par la force homogénéisante et égalisatrice des chiffres qui, en recensant les richesses et les misères du « capital » humain, structure le monde et injecte insidieusement de nouvelles normes morales et intellectuelles. Au nom de la transparence et de l'égalité, de la rationalité gestionnaire et « technique », on restructure tous les métiers. Peu importe d'ailleurs que cette transformation technocratique soit économiquement, intellectuellement, moralement ou épistémologiquement justifiée, ou même qu'elle produise des catastrophes humaines et techniques. La n'est pas la question. Cette civilisation « d'usurier » tend à rendre légitime la « malédiction » du capitalisme énoncée autrefois par Marx : « il ne faut pas dire qu'une heure de travail d'un homme vaut une heure de travail d'un autre homme mais plutôt qu'un homme d'une heure vaut un autre homme d'une heure ». Le temps est tout, l'homme n'est plus rien.

Rationalisme morbide :

Pour conduire les professionnels, les travailleurs, à adhérer « librement » puisque nous prétendons à la démocratie, à leur propre soumission sociale, l'évaluation se pare d'une « objectivité formelle », une objectivité formelle et non pas « réelle », nous reviendrons sur ce point. Ce « rationalisme morbide » est une vision abstraite et deshumanisée du monde. La réification comme une « schizophrénisation » du monde telle que la prépondérance de l'aspect quantitatif rend commensurables toutes les activités humaines, les dissocie du vécu, les atomise, les mutile de leur durée concrète et de leur subjectivité produisant une « fausse conscience » de l'histoire. Elle est une conscience anhistorique. Ces patients qui ne vivent pas dans la durée concrète, mais dans un temps géométrisé et spatialisé, vivent bien souvent dans un univers concentrationnaire dans lequel l'espace et le temps sont parfaitement homogènes, bien souvent égalisés et chosifiés.

Un dispositif de servitude volontaire :

Alors même qu'elle prétend pouvoir se dispenser de toute philosophie, de toute culture, de toute politique, de type de rationalité formelle-pratique est aussi une idéologie. Comment ne pas ici se rappeler cette remarque d'Adorno : « L'objectivité dans les relations entre les hommes, qui fait place nette de toute enjolivure idéologique, est déjà devenue elle-même une idéologie qui nous invite à traiter les hommes comme des choses ».

Le succès actuel des magazines qui consacrent leur une aux palmarès des universités, des hôpitaux, des universités, des revues scientifiques, procède de cette philosophie du benchmarking ». Le parangon, c'est le classement des universités de Shangaï. Peu importe que ces palmarès baroques soient établis sur de faux indicateurs dont on ferait « mauvais usage », peu importe que la diversité des champs disciplinaires interdise de transférer sans précautions la manière de fixer un indicateur de performance d'un secteur de la connaissance à un autre, l'essentiel est d'installer au coeur des groupes et des individus la matrice normative d'un certain style de pensée, d'une certaine manière de concevoir les pratiques professionnelles.

La pertinence des critères importe bien moins que la promotion des valeurs morales et normatives que la civilisation du temps « court » requiert ». Ce sont les universitaires, les étudiants, les doctorants eux-mêmes qui deviennent flexibles, jetables, homogènes, mis sans cesse en demeure de se montrer réactifs et en permanence disponibles. Bref, des « gaspis » comme les autres pour la « cuisinière technico-administrative » mangeuse d'hommes.

Dans un rapport récent du professeur Vallancien, l'expression « culture managériale », présentée comme le « remède aux dysfonctionnements » de la gouvernance hospitalière, en arrive à jouer le rôle que le poumon jouait naguère pour les médecins de Molière : la cause unique des maladies : la culture managériale devient le fétiche, la panacée, le parangon de toutes les vertus. Ce rapport est un hymen énamouré aux bienfaits de la libre entreprise, appliquée à l'hôpital public, un éloge emphatique et Naïf à un « management serein », permettant « une chaîne de production de soins » pour des établissements qui auraient le courage de penser « en termes d'efficacité », en s'engageant dans une démarche de « benchmark intelligente ». A cette condition, les établissements publics cesseront de « perdre des parts de marché (...) en rationalisant leur production centrée sur le soin ». L'hôpital est une entreprise comme une autre et il faut lui imposer une véritable "éthique de production", lui permettant de ne plus vivre sur cette obsolète « notion de métier avec tous les cloisonnements qu'une telle division génère. Une telle notion devrait être remplacée par le « notion d'entreprise » où les employés travaillent à un même projet.

3) ÉLOGE DE LA SINGULARITÉ :

Il n'y a pas de réponse définitive telle qu'elle réduise le réel de ce qu'est un sujet à un savoir sans reste. (...)

La question de pose de savoir ce que chacun fait de sa singularité : la loger dans le commun, trouver la manière de le faire tout en s'efforçant d'éviter deux écueils : Le premier serait de dissoudre sa singularité dans le commun « Tu peux entrer à

condition de renoncer à toute caractéristique personnelle ». Le second écueil serait, pour préserver sa singularité, de faire voler le commun en éclats. « A chacun sa vérité, sa liberté, sa jouissance, son plaisir, ses histoires etc. Freud, le premier, a perçu la solution inventée par le névrosé : le symptôme. Alors même que le symptôme témoigne de la tension entre le singulier et le commun et que le sujet demande à en être débarrassé, il y revient et le tient pour la façon de résister à l'absorption par l'autre.

Pour prendre un exemple, je suis frappé par l'usage actuel que font les psychopathologies de la notion freudienne de « travail de deuil ». Selon elles, il s'agirait d'un processus cicatriciel, supposé effacer le vide laissé par les êtres chers disparus, afin de pouvoir les remplacer plus aisément. De fait, cette lecture va dans le sens d'une égalité de chacun avec chacun, en ne prenant en compte que sa dimension d'objet ravalé à sa « valeur affective d'échange » (!) Or, Freud lui-même, qui vient de perdre sa fille, affirme à l'intention de Biswanger qui, lui, vient de perdre son fils, le caractère incurable de la marque que les « disparus » nous laissent comme preuve de notre amour. Quelle que soit la théorie générale du deuil qu'il tente, Freud n'évacue pas le fait que l'expérience du deuil est singulière.

Comme l'écrit Philippe Forest, qui ne cesse de traiter, roman après roman, de la mort de sa fille Pauline, « l'individu en deuil tombe du général » selon le mot de Kierkegaard. Je veux dire que tout ce qui s'applique aux autres cesse de valoir pour lui. Sa situation le constitue en exception à la règle ». En lieu et place de la réprobation qui ne manque pas de survenir de la part des adeptes des théories et de l'entourage, seul, par les moyens de l'art et parfois de la clinique, le sujet parvient à consentir au sacrifice partiel de lui-même, conservant ainsi « vive », la vérité d'avoir aimé ».

Indétermination :

S'il n'y a de science que du général, comment y aurait-il de science du singulier ? De ce point de vue, le singulier est objection au savoir de la science « pour tous ». Tenons-nous en pour l'instant à affirmer qu'il n'est pas scientifique d'étudier le singulier par des moyens qui le nient. C'est pourtant ce que tentent bon nombre de psychologies qui réduisent le sujet à l'individu, et l'individu à la chaîne de ses déterminations biologiques.

Si le sujet n'est réductible à aucun savoir, c'est précisément en quoi il est, comme sujet, rebelle à ce qui pourtant le détermine comme individu. Le symptôme est l'objecteur à cette détermination. C'est pourquoi Freud considérait que le sujet demeure, quoi qu'il arrive, responsable de sa position, de la façon dont il en dispose, dont il répond en acte aux sollicitations : le futur est indéterminé – limite irréductible des psychophylaxies.

L'indétermination du futur a pour contrepartie en effet la responsabilité du sujet. Celui-là doit se faire une cause pour son désir. Sans doute la vie n'a pas de sens définitif, qui soit déjà écrit par l'Autre et la psychanalyse n'en a pas à vendre : elle n'est pas une représentation du monde. Il n'en demeure pas moins que le sujet doit répondre à la question de ce qu'il est en renouvelant la façon dont il vit avec ses semblables. De sorte qu'il répond à la question de ce qu'il est par sa vie elle-même. Ainsi qu'une œuvre d'art, sa vie porte la trace de son effort pour loger sa singularité

dans le commun –sans succès. Et la trace de cet échec propre fait le style de chacun.

Par quelles voies cette indétermination sans laquelle il n'est pas d'acte se voit-elle substituer une conception déterministe de l'homme ? Une conception du libre-arbitre semble s'imposer en parallèle, dans les milieux scientifiques et notamment en psychologie, selon laquelle n'est libre que l'individu qui dispose de la bonne biologie, du bon psychisme, du bon environnement. De sorte que dès que quelqu'un ne pense pas politiquement correctement, il est suspecté de présenter un accident bio-psychosocial ! Nous assistons-là au retour de la bonne vieille psychiatrie soviétique qui condamnait à l'asile les dissidents suffisamment anormaux pour critiquer le « socialisme réel ». Qui aurait parié que quelques décennies plus tard, la même théorie servirait à stigmatiser les opposants au néolibéralisme ? Et qu'est-ce d'autre que cette « psychopathologie d'état » qui permet à un préfet de considérer que des psychiatres délivrent des certificats de complaisance à des sans-papiers, sans contre-expertise ni explications avec les intéressés.

Une forclusion statistique :

Le singulier est en quelque sorte ce qui manque à l'individu humain (ce qui le supplémente) pour être exhaustivement réduit par la science. Loin d'être disqualifiée, la singularité doit donc entrer « en creux » dans le calcul de la science : elle se saisit comme trace dans ce qu'un sujet tente de dire de son rapport au langage, à son corps et à la jouissance. Les psychologues comportementalistes ont fort bien vu qu'ils n'arrivent pas à saisir par leur méthode ce qui fait la spécificité « intégrale » d'un individu –puisque les études reposent sur une moyenne de mesures : les caractéristiques concrètes sont effacées au profit d'un individu moyen, qui n'a aucune existence. De fait, les tenants de la démarche expérimentale tentent de compenser ce ratage de deux façons. D'une part en essayant de découper chaque individu en une multitude d'éléments au fur et à mesure que l'amélioration des outils statistiques permet d'affiner la description : ils en rajoutent sur l'étude des particularités. Aussi précise que soit la mesure d'une particularité, elle n'équivaudra jamais à ce qui fait le réel d'un sujet. La démarche est comparable à celle de l'homme qui, ayant perdu ses clefs dans une ruelle sombre va les chercher dans l'avenue d'à côté parce que là, au moins, il y a de la lumière !

Répétons-le ici à destination de ceux de nos amis qui espèrent qu'une voie médiane existe entre la démarche psychanalytique et la démarche expérimentale : il n'est pas scientifique d'étudier la singularité par des moyens qui l'effacent. Il ne peut alors s'agir que de fausse science.

Politique :

Tout se passe comme si les sciences humaines se sont mises à fabriquer des théories de l'homme dont le néolibéralisme avait besoin pour fonctionner. Ainsi, si l'on peut se réjouir de voir les psychologues engagés dans la lutte contre l'échec scolaire, il est difficile de ne pas s'apercevoir qu'ils ont mis en circulation d'une conception du savoir qui serait une accumulation de connaissances : les capacités d'accumulation des individus seraient d'ailleurs mesurables à l'aide du quotient intellectuel ou de l'âge mental. Ainsi, adopter le modèle de l'ordinateur avec son disque dur interne, pour penser le fonctionnement humain a sans doute donné naissance à l'intelligence artificielle mais il a surtout permis de réduire l'individu à une machine de traitement de l'information tournant sur des programmes définis. Dès

lors, on peut lui scanner l'intérieur, évaluer ses performances et éventuellement la reprogrammer en vue de résoudre ses dysfonctionnements et de l'optimiser.

Cela en est au point que nous voyons se développer de plus en plus de pathologies de la consommation : addiction, anorexie, boulimie, traitement alimentaire des conflits et des tensions, vols compulsifs, dépressions : Pourquoi ? Ne peut-on faire l'hypothèse que le sujet, incessamment suggestionné par l'idéologie dominante bien servie par nos psychologies, proteste contre la maltraitance qu'il subit et retrouve les vertus de la résistance du symptôme ? A ceci près qu'il ne rencontre autour de lui qu'une majorité de coachs et de thérapeutes qui lui promettent de supprimer l'obstacle à son intégration parfaite dans la société de consommation.

Il faudrait examiner les conséquences aujourd'hui de la faillite des ontologies au profit de la seule idéologie scientiste, qui promet que demain la science expliquera tout, que, nouveaux sujets, nous comprendrons tout, et que le marché nous permettra de jouir de tout. Le désir est ravalé au besoin, l'individu doit s'accepter comme étant de même nature que l'objet manufacturé susceptible de le compléter, le « bien-être » se vend sur les étagères des grandes surfaces.

Oui, les conceptions que nous avons du sujet ont des conséquences politiques. C'est dans ce contexte que nous ne pouvons pas tenir pour de simples accidents de parcours l'affirmation par des instances scientifiques, ensuite reprise par les politiques, que les délinquants ou les homosexuels sont les fruits d'un déterminisme, ou que la parentalité peut-être ramenée à des critères génétiques de reproduction. Ces thèses signalent que la société est contaminée dans son ensemble par l'anthropologie (idéologique) suscitée par le néolibéralisme, et du coup, elles nous préviennent de l'affaiblissement de notre capacité à extraire la portée révolutionnaire de la résistance symptomatique, puisque nous sommes nous-mêmes formatés pour venir en aide au système quand il déraile.

Alors, la question qui se pose à chacun dépasse le cadre de la psychologie : Que faisons-nous de notre désir ? Que faisons-nous de nos vies, tant que nous sommes encore assez lucides pour tenter de renouveler le lien social, et tant qu'existent encore d'autres psychologies qui nous donnent les moyens de penser ce qui se passe et peut-être de tirer les conséquences de ce qui, ici ou là, se présente comme résistance ?

II PSYCHOTHÉRAPIES ET RECHERCHES UNIVERSITAIRES SUR LA SELLETTE

1) LE PRIX DE « L'INÉVALUABLE » :

Pendant quelques dizaines d'années en France, la question du statut des psychothérapeutes et de la psychanalyse, en regard de la médecine et de la psychologie, a fait un peu figure de serpent de mer. On l'évoquait, on s'en préoccupait, puis on la laissait de côté... jusqu'à la prochaine résurgence.

C'est le député Bernard Accoyer qui la remet sur le devant de la scène, en octobre 2003, en considérant que cette absence de statut professionnel des psychothérapeutes constituait un « vide juridique » qu'il importait de combler, dans le but d'assurer la protection des usagers et de prévenir les risques de « dérives

sectaires ». On se souvient du débat et des nombreuses péripéties qui s'ensuivirent et qui aboutirent à un vote établissant un titre de psychothérapeute, dont peuvent user sous certaines conditions les médecins, les psychologues, les psychanalystes reconnus par leurs associations... et certains psychothérapeutes déjà en exercice.

Dans un mouvement certes différents mais qui parut néanmoins à beaucoup fortement corrélé à ce premier épisode, l'INSERM publia en février 2004 un rapport sur l'efficacité comparée des psychothérapies, qui aboutissait très clairement à leur hiérarchisation. Ce serait peu dire que de souligner combien ce rapport suscita de réactions indignées, déterminées, argumentées.

Le rapport de l'INSERM, avons nous été nombreux à montrer, se veut scientifique et objectif mais se démontre simplement partisan, caricatural et relevant d'une idéologie, voire d'une stratégie de prise de pouvoir. Il se déclare investi de l'autorité de la science, alors qu'il se contente de lui faire jouer un rôle de diseuse de vérité qui n'est pas le sien.

Mentionnons enfin, à titre de troisième épisode récent, et pour faire preuve de mémoire complète, le battage publicitaire dont s'entoura la publication du livre noir de la psychanalyse en août 2005.

Une telle mise en série est-elle vraiment pertinente ? est-on à présent fondé à se demander. Si le livre noir se présente comme une attaque directe, et inique, prétendons-nous, de la psychanalyse, ce n'est en principe pas le cas du rapport de l'INSERM, qui se veut simplement comparatif et encore moins de l'article 52 de la loi de santé, qui vise à la protection des usagers et dont le législateur prétend volontiers qu'il en concerne que très latéralement la psychanalyse. Bien peu cependant s'en laisseront convaincre, qui penseront que sont réunies là toutes les composantes d'un procès en règle, dont certaines conséquences n'ont pas tardé, d'ailleurs, à apparaître.

Alors, plutôt que de passer au crible, comme d'autres l'ont fait excellemment, ce rapport en en soulignant les biais, les carences, les simplifications, les sauts, les erreurs, les utilisations tendancieuses d'arguments infondés, les a priori idéologiques, en en soulignant –pour reprendre les termes déjà employés et que nous pesons- l'imposture qu'il représente et l'escroquerie intellectuelle qu'il constitue, je me résoudrai à répondre ici sur le mode du pamphlet :

Le contrat social :

Le principe même de l'évaluation ne semble-t-il pas aller de soi, en tous cas dès que l'on pense en termes de « contrat social » ? Si l'on fait quelque chose qui engage ne serait-ce qu'un peu la communauté, n'est-il pas licite de s'engager en retour à s'assurer de son bien-fondé – c'est-à-dire à l'évaluer ? Autrement dit, l'évaluation n'est-elle pas le corollaire obligé de la liberté d'entreprendre, autant une forme de régulation sociale qu'un mode d'engagement individuel, lequel comporte donc une dimension nécessairement éthique ?

Mais justement, la question qui se pose ici est de savoir :

- 1) Si c'est bien de « contrat » dont il s'agit en l'occurrence, vu les partenaires en présence et non d'un marché de dupes.
- 2) Si précisément il ne devient pas urgent de penser « du » contrat et « des » modes de régulation mais à un tout autre niveau que celui qui a été proposé jusqu'à présent ?
- 3) Si les notions de contrat et d'évaluation ne présupposent pas, n'exigent pas avant tout, la prise en compte des spécificités des situations et des objets évalués en termes de méthodes, de critères et d'enjeux ?

Voyons ça de plus près.

Des méthodes de « publicité comparative » :

En opposant les unes aux autres des pratiques psychothérapeutiques, après les avoir classées en catégories pour le moins étonnantes, et en les référant toutes aux mêmes critères, pour le moins inappropriés, vu l'hétérogénéité des pratiques et la complexité de l'objet –le soin psychique-, puis en leur attribuant un indice d'efficacité, l'objectif visé se dévoilant alors, le rapport INSERM s'est délibérément engagé dans une voie aisément identifiable : celle de la publicité comparative, longtemps interdite pourtant par le droit français. Tel opérateur est moins cher et plus efficace que l'autre, faites votre choix. Si vous n'êtes pas stupide et que vous êtes bien informé, vous saurez pour lequel opter. Vraiment ? Même dans le monde des affaires, les choses ne se révèlent pas aussi simple. Et les consommateurs ne s'y trompent pas. Ils savent bien que le principe de la publicité comparative est de ne retenir que certains critères et d'en présenter le choix comme une évidence –toute personne sensée ne peut qu'y adhérer-, puis de faire le classement des produits, rapportés à l'aune de ces critères.

Il y a là une forme de coup de force qu'on a appris à considérer comme légitime dans l'univers impitoyable des marchés. Mais dans le monde du soin, la même logique a-t-elle à s'appliquer ?

La référence et le sacré :

Pour comparer et hiérarchiser, il faut des critères, certes, mais pas n'importe lesquels : il est mieux que ce soient des critères admis de tous et qui fassent véritablement référence. Dans notre monde moderne -ou post-moderne-, c'est « la science » qui constitue le plus souvent ce point de référence dernier, incontesté. Aussi l'utilise-t-on à toutes les sauces et lui fait-on dire ce que l'on veut.

Mieux que la télé, que Dieu ou que tout autre dogme, la référence à la science est devenue, dans notre système social, argument imparable d'autorité. Au point que l'on peut pratiquement reconnaître un « véritable » scientifique à ce seul signe : celui de ne pas se laisser abuser par une telle autorité, celui d'introduire du relativisme, de doute, de l'indécidabilité, dans l'usage de ses critères et arguments habituels. Le rapport de l'INSERM met sans cesse en avant, implicitement ou explicitement, la référence scientifique, le plus souvent d'ailleurs confondue avec le quantifiable, l'aisément chiffrable mais il s'agit d'une référence qui n'argumente pas, qui ne questionna pas ses prémisses, qui ne justifie pas le bien-fondé de ses méthodes,

d'une référence qui n'est, de fait, qu'un argument massue, qu'une position d'autorité destinée à impressionner.

Le mythe de l'expérience :

Autre référence abusive : celle à l'expérience, que l'on superpose d'ailleurs volontiers à la science : *in experimento veritas*. Du moment que l'on peut reproduire l'expérience de quelque chose, cela vaudrait pour démonstration, pour preuve. Or rien n'est moins assuré. Et moins pertinent d'un point de vue épistémologique. L'idée que l'expérience - et le recours à celle-ci, surtout- est le geste fondateur de la science n'est ni vraie ni fausse en tant que telle : elle est un mythe, un mythe des origines, que la science peut à l'occasion construire pour son usage propre, comme pour n'importe quel autre discours d'ailleurs. Cependant, reprise par l'opinion publique, (ou tout aussi bien par des organismes d'état), cette idée contribue à tout embrouiller en laissant croire qu'est scientifique ce qui a été dûment expérimenté, alors que la plupart des grandes théories scientifiques ont été élaborées avant toute possibilité d'expérimentation, et que beaucoup plus simplement, l'expérience, en toute logique, ne démontre rien : elle met à l'épreuve, elle interroge, et bien souvent aussi elle infirme, elle dément. Ce qui est déjà beaucoup. C'est d'ailleurs l'usage que la psychanalyse prétend faire de la clinique : un usage non pas illustratif, ou pire encore, démonstratif, mais un usage de mise à la question, de réinterrogation permanente de ses propres avancées.

Des enjeux explicites - et caricaturaux :

L'enjeu de « l'expertise » serait donc d'inciter à une « formation plus complète » des futurs praticiens. Ne nous y trompons pas : il s'agit en fait de former ceux-ci à ce qui est censé être le plus efficace, à les détourner du rester et à attendre ensuite que ce dernier disparaisse.

Quels critères pour la guérison ?

S'agissant de psychothérapies, et s'agissant de leur efficacité, quels critères invoquer, donc pour les comparer ? La durée, le sacro-saint rapport qualité/prix, les conditions de confort de l'entreprise, les moyens mis en œuvre, les résultats obtenus ? Les résultats, bien sûr. C'est-à-dire la guérison, notion pourtant particulièrement délicate à manier dans le champ médical en général, (surtout lorsqu'elle implique la longue durée) et à fortiori dans le champ psychique.

Avant/Après. Petit, j'ai longtemps été fasciné par ces encarts publicitaires figurant en dernière page des journaux et qui montraient l'incroyable efficacité des méthodes destinées à maigrir, raffermir, muscler, faire repousser les cheveux, preuves à l'appui. Je ne me supporte plus et l'on me promet de me guérir de moi-même ! Pourquoi hésiter, franchement ? Ma seule raison de douter est que, justement, c'est trop beau. Je ne peux vouloir y croire, si ce n'est que j'ai appris, au fil de douloureuses expériences, à ne pas adhérer trop vite à ce qui brille trop. J'ai appris à mes dépens qu'il était particulièrement difficile de se guérir de soi-même.

Vouloir comparer et hiérarchiser entre elles les psychothérapies grâce à leur efficacité supposée relève, en fait, d'un présupposé du même ordre : l'idée qu'il y aurait un avant et un après clairement appréhendables et objectivables, desquels on pourrait déduire la nature et l'ampleur du processus de changement. Mais non, précisément : dès lors qu'il s'agit de se guérir de soi-même, cette chronologie et cette idéologie du changement n'ont plus valeur fonctionnelles : c'est le champ même de

la psychopathologie qui le démontre de la façon la plus quotidienne et la plus convaincante.

Guérir – quoi ?

Qu'est-ce qu'un symptôme ? Et que cherche-t-on à guérir, à faire disparaître ? En médecine, un symptôme est un signe, quelque chose qui témoigne, par exemple, d'un processus en cours, (la fièvre est le signe de la réaction de l'organisme à une infection). Dans le champ du « soin psychique », le symptôme est plutôt « ce qui signe le sujet », ce point d'intime du sujet que ce dernier ne tient surtout pas à identifier comme tel mais où il doit bien finir, pourtant, par se reconnaître. Tout est là. Tant qu'on considère le symptôme comme un embarras qu'il s'agit d'éliminer, les choses paraissent simples : y est-on arrivé ou non ? Y a-t-il un avant et un après ? Mais que l'on admette que, sur le plan psychique, le symptôme est davantage un compagnon du sujet, une façon de faire avec sa structure, et l'on comprendra combien il est dérisoire et inapproprié de penser la guérison comme la disparition... de ce qui aide le sujet à vivre, même si c'est souvent au prix d'une souffrance considérable. Je veux être guéri. Soit. Mais de quoi ? Qu'on ne se précipite pas pour répondre, la question est bien plus complexe et sérieuse qu'il n'y paraît.

Guérir : pour combien de temps et à quel prix ?

Les oncologues ne sont pas des gens stupides. Ils savent qu'il est facile de tuer en voulant guérir. Ils savent que guérir la maladie n'a de sens que si l'on sauve aussi le malade. Et ils savent que guérir n'a finalement de valeur que statistique. C'est là qu'ils ont clairement un avantage sur les « psys ». Leur spécialité leur permet de penser, lorsqu'ils obtiennent des résultats, qu'il s'agit d'une rémission. Le patient ne présente plus de troubles mais il a toujours plus de risques que quelqu'un d'autre d'en présenter à nouveau, c'est-à-dire de rechuter. Et quand ce risque devient le même (loin d'être négligeable, on le sait) que celui de n'importe qui, alors c'est la « guérison ».

Pourquoi les « psys » ne se mettraient-ils pas à l'école de cette humilité ? Mieux encore, pourquoi n'admettraient-ils pas que le concept même de guérison n'a pas grand sens lorsqu'ils s'agit de symptômes psychiques, dès lors qu' l'on reconnaît qu'il n'y a pas de fin à ceux-ci, même si en revanche, et c'est ce qui fait toute la différence, il existe pour un sujet d'autres façons de vivre avec eux et de changer ainsi sa vie ? Un symptôme psychique peut être « levé ». Il peut même l'être assez aisément, de très longues traditions en attestent. Mais le sujet ne s'en trouvera pas pour autant forcément « guéri », bien au contraire, même, parfois. Alors, quand on prétend évaluer l'efficacité des thérapies, de quoi parle-t-on ? De la levée de tel ou tel symptôme (ponctuel) du soulagement durable, voire définitif qu'un sujet ressent dans sa vie lorsque le rapport qu'il entretient avec ses symptômes a profondément changé ?

L'efficacité symbolique :

Soyons sérieux, enfin ! Et admettons que sur le plan psychique, pratiquement tous les soins, toutes les formes de thérapies, toutes les formes de prise en charges opèrent au moins à minima. La médecine, d'ailleurs, n'en finit pas de le redécouvrir. Dès lors que l'on s'occupe d'un peu plus près des gens, qu'on leur consacre un peu plus de temps, d'attention et de considération (voyez-vous cela) eh bien ils semblent aller mieux, et ils le disent souvent.

Que toutes les formes de psychothérapies possèdent un efficace n'est d'ailleurs pas très difficile à théoriser : les concepts d'écoute, de catharsis, de suggestion, de transfert et plus généralement d'efficacité symbolique sont là pour ça. Est-il anodin que, dans pratiquement toutes les cultures que l'on connaisse, existent toutes sortes d'offres « d'aide psychique » qui rencontrent une demande correspondante énorme et de fait, un succès global jamais démenti ? Et que ces offres s'avèrent finalement relativement satisfaisantes pour leurs usagers respectifs, à condition d'une part de s'intégrer suffisamment bien dans la culture qui les héberge et d'autre part de savoir faire part d'une certaine capacité d'évolution ? Sur ce plan, une gigantesque évaluation a en somme déjà été réalisée, avec quelques centaines d'années de recul, des millions de sujets, assez peu de financements publics mais beaucoup d'investissements privés : c'est l'existant.

En arrive-t-on ainsi à dire que toutes les thérapies s'équivalent et peu importe la psychopathologie concernée ? Non, certes. Plutôt que la question ne se pose pas vraiment en termes d'efficacité ni de résultats. Qu'elle porte sur d'autres plans. Ainsi, par exemple, toutes les psychothérapies ne saisissent pas avec la même acuité les mécanismes sur lesquels elles reposent et les difficultés cliniques qu'elles rencontrent. Toutes les psychothérapies ne produisent pas le même niveau de réflexion, de critique et d'élaboration conceptuelle, le même effort d'exigence interne, le même degré de référence, le même type de vigilance et de responsabilisation. En d'autres termes, ce qui fait d'abord et avant tout la différences entre les psychothérapies est à mon sens leur capacité d'élaboration théorique et clinique, et d'autre part, leur niveau de référence éthique d'autre part.

Quand on s'occupe des gens, ça va mieux, certes. Mais on ne peut pas en rester là. Cela va mieux pour en faire quoi ? Que j'accompagne un sujet est une chose mais pour qu'il aille où ? Où, si ce n'est où il le souhaite, où il le peut, lui, peut-être, et à condition que ce désir, que cette possibilité, lui soient devenus suffisamment clairs, bien sûr.

Procuste, évaluateur premier :

Révisons plutôt nos classiques. Il y a bien longtemps, sur la route de Trézène, à Athènes, sévissait un brigand connu sous le nom de Procuste : (celui qui étire). Il avait, on le sait, une charmante manie : il allongeait les voyageurs sur un de ses lits, qui s'avérait toujours soit trop grand, soit trop petit. Qu'à cela ne tienne. Procuste avait la solution pour que chacun atteigne la bonne longueur : aux uns il rabotait les pieds, aux autres il allongeait les membres. Son évaluation produisait toujours la même conséquence : l'évalué y restait. Et il fallut attendre Thésée, le héros plus sage que brave, pour mettre fin à ses tristes exploits.

Osons ce raccourci : face au lit normatif, réducteur ou extenseur, apparut un jour le divan, qui ne vise ni le bien, ni la conformité du sujet, mais la singularité –et l'efficacité– de son dire, qui ne prétend plus comparer sa parole à celle d'un autre, mais cherche tout simplement à la rapporter à son écoute propre - tente de la lui faire entendre - au fur et à mesure de son énonciation. Avec le divan, il fut en somme désormais possible d'allonger ses contemporains autrement que pour les rectifier : pour qu'ils s'entendent, chose extravagante s'il en est, et lourde de conséquences, individuelles certes, mais encore plus sociales, on l'a dit.

Notre époque serait-elle celle du retour de Procuste ? Gageons alors qu'il ne sera pas seul à réapparaître : son retour devrait décider également celui d'un nouveau Thésée.

2) L'IMPOSTURE BIBLIOMÉTRIQUE :

Etre un « citoyen responsable » : vaste programme. Qui implique, vous diront certains, que l'on sache se tenir pour comptable de ce que l'on a fait, entre autres devant ceux qui vous en ont confié mandat. Ethique élémentaire, n'est-ce pas ? Laquelle n'exige, somme toute, pas grand-chose : simplement qu'on présente son action, qu'on en dresse le bilan, voire qu'on la compare à d'autres, afin d'en établir le bien-fondé, -ou l'intérêt.

N'est-ce pas ce qu'on appelle « l'évaluation » ?

A ceci près que telle que celle-ci se pratique dorénavant, il ne tarde pas à y falloir des critères bien définis : des moyens qui permettent d'établir les comparaisons, de rapporter les éléments jugés à une même aune de garantir la validité du processus. Pour évaluer, il faut des échelles, des grilles, des questionnaires –une panoplie complète d'expertise transparente, impartiale et bien tempérée.

Ce n'est pas facile à trouver, et encore moins à inventer. De surcroît, ça indispose souvent ceux qui s'y retrouvent passés à la moulinette. Aussi est-il fortement conseillé, pour garantir la justesse de l'évaluation, de s'assurer d'une référence extérieure au système examiné, d'une référence admise par tous, aisément convocable et si possible irrécusable. Dieu, en somme.

Qu'est-ce qu'un « bon chercheur » ?

C'est la, peut-être, que les choses deviennent amusantes, ou pathétiques, au choix. Prenons l'exemple d'un chercheur. Quelqu'un qui est payé –assez peu, il est vrai, mais le problème n'est pas là – pour. Pour quoi, au juste ? Disons pour chercher et de temps en temps pour trouver un petit quelque chose. Encore lui faut-il régulièrement administrer la preuve que c'est bien ce qu'il accomplit. Comment ? En faisant état devant sa communauté scientifique de ses résultats et de la façon dont il les a obtenus. Un bon chercheur, donc, ou plutôt un chercheur tout court, est un chercheur qui publie. Comment savoir si ses méthodes et ses résultats sont valables ? En les lisant, en les étudiant ? Vous n'y êtes pas. Ça, c'est le travail des experts de la revue où il publie. C'est à la revue qu'est maintenant dévolue la fonction d'examiner le travail présenté et d'en garantir le sérieux. Qu'elle accepte un article et elle s'en porte en quelque sorte garante. Ce qui fait donc un bon chercheur, c'est un chercheur qui publie dans de bonnes revues.

Mais comment savoir qu'elles le sont ? Parce qu'elles retiennent des articles en utilisant des critères de sélection plébiscités par la communauté scientifique ? Ne rêvez pas. On considère de plus en plus qu'une revue est sérieuse parce qu'elle est indexée sur une liste de revues connues comme telles par tel ou tel organisme ou par tel ou tel groupe influent. Un bon chercheur est donc un chercheur qui publie dans une revue bien indexée.

Et comment savoir que l'index est le bon, celui qui présente des garanties de sérieux lui permettant d'accréditer légitimement les revues qui elles-mêmes

accréditeront les auteurs qu'elles publient ? En consultant l'index des index, bien sûr, dont Borgès lui-même n'a d'ailleurs pas tout à fait formé le projet.

Pour être considéré comme un bon chercheur, il faut dès lors écrire des articles dans de bonnes revues bien indexées, articles qui auront pour principale fonction de citer un certain nombre d'articles d'autres chercheurs. Lesquels, quand ils publieront à nouveau dans les mêmes revues, s'empresseront à leur tour de citer l'article où ils ont été précédemment cités, augmentant ainsi, à la satisfaction générale du groupe dans lequel a lieu cet échange de bons procédés, les « impact factors » de chacun. Un article scientifique est donc un article qui, pour l'essentiel, cite et discute d'autres articles se citant et se discutant les uns les autres.

La boucle est ainsi bouclée : la recherche de la référence dernières garantissant le sérieux de l'entreprise, la recherche de l'Autre de l'Autre, en somme, a directement débouché sur une logique de l'auto-référence, a directement conduit au système le plus endogamique qui soit, garanti stérile à terme. Et tout clinicien qui verrait là comme une trace de rumination, comme un écho de pensée obsessionnelle, comme un gage de mortification, serait particulièrement malvenu d'émettre une telle remarque : elle viendrait simplement signifier à quel point il ne comprend rien à rien, et surtout à quel point il est has been, ringard, coupé de toute modernité.

La révérence au chiffre :

Une réserve quand même : ce petit rappel est un peu trop schématique et oublie un élément important : le quantifiable. Dieu devient décidément de plus en plus difficile à convoquer comme point de référence ultime. Mais ses noms sont multiples. La science en est un, à l'occasion. Ou plus exactement l'invocation du « scientifique » en tant que label, marque déposée, poinçon de garantie. Et, à ce niveau d'imaginaire, qu'est-ce qui fait mieux signe de la science que ce qui susceptible d'être quantifié, ce que qui sait se plier aux formes et exigences du nombre ? Dépliera-t-on jamais assez cette merveilleuse croyance que la démonstration, l'assurance du vrai, ont la comptabilisation et la quantification pour voies royales ? Ce qui fait d'ailleurs que ce n'est même plus de nombres dont il s'agit dans l'insigne de la science, mais de chiffres, au sens le plus strict : une écriture secrète qui permet à l'initié de s'assurer du vrai.

Comment ne pas comprendre dès lors, que la passion de l'évaluation, dans sa quête du critère dernier, de la référence absolue, ne puisse très logiquement qu'en passer par la rencontre du chiffres, et n'en vienne alors, on à se faire parure de celui-ci, mais bien plutôt à célébrer avec lui ses noces assassines ?

Éloge de l'indécidable :

Et pourtant ! Que ne puisse plus guère prétendre à la considération sociale que ce qui est estampillé « scientifique » est une chose : mais que la science en soit, sur le plan social désormais réduite à ce rôle et qu'elle le soit sur un mode aussi caricatural en est une autre, une autre affaire qui tend bien à l'inscrire, la malheureuse, dans le registre du religieux.

Loin de nous la prétention, à ce stade de la réflexion, de dire ce qu'est la science et ce qu'elle n'est pas. D'autres, bien plus subtils et informés que nous, s'y sont essayés, et d'ailleurs pas toujours avec les meilleurs résultats. Aussi nous contenterons-nous, à présent, de cette simple ellipse : à quoi reconnaît-on désormais

un scientifique, un vrai ? A ceci qu'il ne se laisse pas impressionner par « l'argument (scientifique) irrécusable ». Car il sait, tout au contraire, ce qu'a de suspect cet irrécusable. Il a une petite idée de ce que nous appellerons l'indécidable et il intègre cette notion dans ses catégories de penser.

Et qu'est-ce que l'indécidable ? Ce n'est pas un concept ésotérique, destiné à impressionner le pékin : c'est une catégorie logique, dont nous allons nous permettre de donner ici un petit exemple :

Cette phrase contient quatre erreurs

Quand on est normalement lettré, on se rend compte qu'il y a trois fautes d'orthographe. On cherche la quatrième et on constate qu'il n'y en a pas. Puis, si l'on réfléchit un peu, on se dit que la quatrième erreur, c'est précisément d'en annoncer quatre alors qu'il n'y en a que trois. La quatrième erreur est de contenu. Et c'est alors que ça devient amusant. Et intéressant. Parce que si la phrase contient quatre erreurs, alors elle est juste. Et ne contient plus cette quatrième erreur. Ce qui, tout aussitôt, la rend à nouveau fautive. Donc juste. Et si juste, alors fautive. Et ainsi de suite. On n'en sort pas. Le juste implique le faux, lequel implique le juste, et cela à l'infini. C'est cela, l'indécidable.

Et un scientifique, pour nous, est précisément celui qui sait penser les choses dans ce système conceptuel, (ce que fait, et pas qu'un peu, la psychanalyse, ne l'oublions pas). Seulement, évidemment, l'indécidable donne des boutons aux évaluateurs, ou en tous cas, à certains évaluateurs : c'est le reste, la particule autour de laquelle se constitue la perle de la science, mais aussi le grain de sable qui fait boiter bas ceux qui confondent cette dernière avec le culte du quantifié.

Le coup de force bibliométrique :

On en connaît les bénéfices : pour juger les travaux d'un chercheur, quel que soit son niveau, plus besoin de le lire.

On en connaît aussi les inconvénients : la caution du chiffre n'en est pas une (puisque l'on peut lui faire dire ce que l'on veut, bien sûr, et que les critères retenus pour une évaluation en révèlent finalement bien plus sur ce qu'elle a pour projet d'établir que sur l'éventuelle justesse du procédé).

On en connaît enfin les errements : manque cruel de transparence des procédures, (notons par exemple dans le cas présent, que les seuls élus à participer aux commissions étaient les présidents et vice-présidents du CNU), désinvolture et arbitraire des résultats, caractère dérisoire des dispositifs, nivellement par l'absurde des spécificités disciplinaires etc. Ajoutons que dans les sciences dites « dures », ou dans certaines ères culturelles où de tels fonctionnements ont été depuis longtemps expérimentés, ces gauchissements, ces travers, ces aberrations, ont été dûment repérés et conduisent maintenant à renoncer à de telles procédures, ou en tous cas à les corriger considérablement.

La théorie des catastrophes :

Que faire face à ces situations ? Protester pour la forme et négocier ensuite de petits aménagements, en se réjouissant par devers soi d'être en définitive mieux loti que le voisin ? Ou réaliser quand même que l'on se trouve là face à une opération, face à un dispositif, face à une évolution, qui dépassent de loin chaque pré carré

disciplinaire, et qui montrent combien les enjeux de la recherche, de l'enseignement et de la pensée, sont devenus des enjeux proprement économiques et idéologiques, politiques en un mot ?

D'autant qu'il convient de surcroît de remettre ce processus dans la perspective des réformes universitaires actuelles, lesquelles participent - frontalement, prétendent certains, par la bande, estiment d'autres, - au mouvement amenant à remettre en cause l'articulation essentielle sur laquelle se construit le système universitaire (français) à savoir l'étroite complémentarité entre l'enseignement et la recherche. En effet, que l'évaluation des activités de recherche d'un universitaire montre que celles-ci n'atteignent pas les normes fixées et il pourra alors être demandé à ce dernier, pour compenser, de moduler son service, c'est-à-dire de faire d'autant plus d'enseignement. Quoi de plus normal peut se dire Candide, qui ne réalise pas qu'une fois de plus, le remède prescrit a toutes les chances d'être bien pire que le mal auquel il s'attaque (le manque supposé de résultats des chercheurs français). Il y aura ainsi, d'une part, moins de chercheurs reconnus parmi les enseignants chercheurs, donc davantage de potentiel d'enseignement, avec autant d'économies substantielles à la clé. Et d'autre part, on aura mis ainsi en extinction, (ou en tous cas en très grande difficulté), tranquillement et mine de rien, les domaines ou les orientations de travail et de recherche que l'on souhaitait effectivement voir disparaître.

L'opération est si limpide et potentiellement efficace que l'on peut se demander pourquoi elle n'avait pas été entreprise plus tôt. Et la réponse est tout aussi limpide : parce qu'elle n'a de sens que prise dans l'ensemble des réformes lancées pour rénover l'université et la recherche françaises. Sauf qu'il ne s'agit pas tant là, on le comprend, de les rénover que de l'annoncer, d'une part, et de paraître le faire, d'autre part, en ne se préoccupant en réalité que d'organiser les conditions d'économies que l'on s'était fixé comme but de réaliser.

Revenons une dernière fois à notre question existentielle : alors ? Peut-on arrêter ce processus ? Ou, mieux, peut-on l'inverser, revenir en arrière ? Peut-on aller, en somme contre le sens de l'histoire ? Ou faut-il se dire que la seule entreprise raisonnable consiste à aménager les choses de manière à ce que la période d'obscurité à traverser soit la plus courte possible et que la renaissance attendue puisse se faire sous les meilleurs auspices ?

Chacun prendra ses paris et se déterminera en conséquence. Mais rappelons-nous quand même, à cette occasion, qu'on ne revient jamais aisément à un état d'équilibre rompu, ce que s'emploie à faire saisir un très beau modèle mathématique, à l'appellation de surcroît très parlante : celui de la théorie des catastrophes.

Quand on casse un système, celui-ci ne se reconstitue pas ensuite du seul fait de la bonne volonté. Il y a là une catastrophe, dont seul l'avenir pourra nous montrer comment juger de ses conséquences –dont seul l'avenir pourra déterminer à quelle aune devoir les « évaluer » !

III POUR CONCLURE : LA VALEUR EST-ELLE SOLUBLE DANS LA PENSÉE DES AFFAIRES ?

Qu'est-ce que la valeur ? En quoi consiste-t-elle ? Comment joue-t-elle et comment en joue-t-on ?

Comme Jean-François Lyotard a pu le montrer, le statut du savoir tend à se transformer dans nos sociétés postmodernes, l'incrédulité à l'égard des méta-récits favorisant la recherche de nouveaux critères, de nouvelles logiques, de nouvelles économies, davantage tournées vers l'opérativité des techniques. Il ne s'agit plus de savoir si un énoncé est vrai ou juste, mais seulement si son énonciation permet que « ça marche » ou non, plus ou moins.

L'opération technologique qui prévaut dans nos sociétés post-modernes, transforme tout savoir en « marchandise informationnelle indispensable à la puissance productive, le savoir est déjà et sera un enjeu majeur, peut-être le plus important, dans la compétition mondiale pour le pouvoir.

Voilà comment nos sociétés de parole, parole qui constitue depuis le début le fondement de la démocratie par les conditions de la distribution qu'elle exige, voilà donc comment nos sociétés de paroles se mutent en sociétés de l'information. L'information n'est que la part technique de la parole, son fragment commensurable, la part la plus à même de se faire marchandise. La transformation de la parole en « marchandises informationnelles », solubles dans le système numérique, détermine de nouvelles règles pragmatiques qui constituent les nouvelles formes du lien social, et participent à la construction d'un nouvel espace politique, remodelant en profondeur le concept de démocratie.

C'est donc une nouvelle « pragmatique » des discours, au sens fort du terme, à la fois épistémologique, éthique et politique, qui se met en place dans cette perspective post-moderne, et celle-ci minore le savoir narratif au profit des savoirs techniques. Elle assure l'hégémonie de l'informatique, qui prescrit de nouveaux choix, tant épistémologiques qu'éthiques et politiques, construisant de nouvelles significations au concept de valeur. Ce concept de valeur se trouve transformé de fond en comble, dans sa nature et sa fonction, par les nouvelles règles pragmatiques de la marchandise informationnelle.

La dévalorisation incessante du savoir narratif au profit d'une rationalité technique a constitué la signature de l'Occident depuis le début mais jamais autant qu'avec la naissance du capitalisme, cette forme de rationalité ne s'est imposée pour commander les conduites et civiliser les mœurs.

Cette recomposition du paysage des savoirs et des pratiques produite par le changement de sens du concept de valeur, permet au pouvoir politique de faire son choix parmi les savoirs et les experts transformés en magasins de libre service et de justifier ses décisions par ces cautions sérieuses. Ce choix, assurant la promotion des savoirs et des pratiques les plus techniques consacre la collaboration des experts qui trouvent ainsi l'occasion de faire avancer leur cause. Et ce, même lorsque les conséquences se révèlent être éthiquement, politiquement et épistémologiquement catastrophiques, comme c'est le cas en psychiatrie dans le champ de la petite enfance ou dans celui de la prévention de la délinquance. Le socle de ces affinités

électives entre les systèmes techniciens de certains savoirs, de certains modes de gouvernementalité politique et de certaines formes de capitalisme pourrait se résumer à : « l'essentiel, c'est que ça marche ». Que ce soit réel ou fictif, juste ou injuste, humain ou inhumain, durable ou pas, économique ou non, vrai ou faux ».

La transformation du concept de valeur devient progressivement le produit de ces dispositifs d'évaluation autant qu'il en fut historiquement le prétexte. On est passé progressivement de l'exigence de rendre des comptes pour justifier les investissements financiers de la société dans certains secteurs, comme ceux de la santé, de l'éducation ou de la recherche, à la transformation de ces secteurs et du paysage de leurs institutions par la violence symbolique et matérielle d'une nouvelle culture réduisant la valeur à une forme de rationalité, celle du droit des affaires.

Il me paraît indispensable d'interroger les certitudes technocratiques des expertises, qui réduisent la notion de valeur aux résidus communs de la pensée pratico-formelle, d'interroger leur soi-disant nécessité et leur caractère inévitable –expertises qui sont el masque contemporain des nouvelles formes symboliques des discours de la domination sociale.

L'utilitarisme ne se réduit pas dans le champ de l'évaluation à une simple pratique rationnelle-formelle mais devient une éthique, une rationalité substantielle.

L'évaluation en tant que moyen susceptible de donner une valeur à des actes ou à des services devient elle-même sa propre fin et désavoue du coup les objectifs qui étaient les siens et pervertit du même coup sa raison d'être.

C'est cette anthropologie implicite de Weber et le diagnostic qu'il porte sur le gigantisme de nos bureaucraties modernes, de l'organisation des sociétés industrielles, de l'aliénation historique des individus aux rouages des nouveaux monstres produits par le « rationalisme pratique » qui me permet de conclure sur l'évaluation aujourd'hui. Car c'est bien l'extension à l'infini du rationalisme pratique qui menace aujourd'hui nos sociétés. Il risque de « saper tout ancrage de l'action dans des valeurs éthiques ». la néo-évaluation appartient, selon moi, de pied en cap, dans sa nature et sa fonction, à ce dispositif d'évidement des valeurs éthiques dans le lien social, par une rationalité pratico-formelle qui s'installe ainsi dans le vide qu'elle a fabriqué.

La rationalité pratique est une forme de rationalité de l'action qui consiste dans des conduites de vie déduites de calculs rationnels moyens-fins dans le but d'une adaptation pragmatique aux mieux des intérêts ordinaires et d'une adaptation aux situations.

La rationalité théorique est une forme de rationalité qui se saisit de la réalité non par l'action mais par des concepts de plus en plus précis et toujours davantage inscrits dans des systèmes symboliques. Cette forme de rationalité embrasse l'ensemble des processus de pensée logiques, déductifs ou inductifs, pour produire des visions du monde aussi bien scientifiques que religieuses ou politiques. A l'opposé de la rationalité pratique formelle, cette forme de raison satisfait un besoin métaphysique de l'homme, besoin de transcendance, qui conduit à chercher et à doter les événements, même les plus contingents, d'un sens ou d'une histoire.

Terrain privilégié de sciences autant que des idéologies, on comprend bien ici que cette forme de rationalité puisse s'opposer aux rationalités pratique et formelle. On comprend aussi que chanter la fin des idéologies ou la fin de l'histoire puisse constituer un discours performatif qui vise à promouvoir lesdites rationalités pratique et formelle aux dépens des rationalités théorique et substantielle.

La rationalité substantielle est le type de rationalité qui permet à l'homme d'agir de façon rationnelle par rapport à des valeurs, que ces valeurs soient celles des religions, des sentiments profanes de l'amour et de l'amitié ou des idéaux politiques. Comme l'a remarqué à plusieurs reprises Max Weber, les réalités formelles et pratiques propres à l'Occident se sont souvent trouvées en relation d'opposition frontale avec les différentes formes de réalité substantielle. Ce conflit récurrent entre ces deux types de rationalité a joué un rôle particulièrement important dans le déroulement des processus de rationalisation en Occident.

Concluons. Tout discours au sens fort du terme, porte en lui-même un conflit potentiel, en puissance si ce n'est en acte, celui des différents styles de rationalité qui traversent les champs des savoirs et des pratiques. Que la rationalité pratico-formelle permette la réussite en affaires, dans le commerce ou qu'elle soit fort utile dans l'exercice du droit ou de la gestion technico-administrative, ne saurait être en soi ne saurait être condamnable. Bien au contraire, dans de tels champs, au sens de Bourdieu, les logiques de distinction, les économies symboliques qui les organisent et s'y matérialisent dans des savoirs et des pratiques rendent cette forme de rationalité utile et indispensable.

Mais cette forme de rationalité pratico-formelle entretient avec des formes de pouvoir, celles de nos « démocraties totalitaires », des affinités électives : chaque individu est rangé à sa place fonctionnelle selon son utilité sociale et instrumentale, à un moment donné, pièce détachée flexible et malléable d'une « société animale », au sein de laquelle l'éthique se réduit à l'immanence des normes.

La où commence le champ de la rationalité substantielle propre aux valeurs morales, s'installe dans une culture dominée par la rationalité pratico-formelle l'utilitarisme le plus cynique, propre à favoriser toutes les dérives.

Au moment même où la loi, réduite à la norme, a tendance à s'inviter dans la politique des mœurs jusqu'à promouvoir un « coaching familial » de la parentalité républicaine » pour prévenir la « délinquance des jeunes », il convient de se rappeler les questions soulevées par Walter Benjamin à propos de « l'enseignement de la morale ».

On constatera ici combien la néo-évaluation comme la gestion actuelle des mœurs par la politique, est à ce titre éloignée de la loi morale puisqu'elle ne s'intéresse qu'aux produits et non aux processus de production. D'où cette contradiction, ô combien actuelle, entre le but de l'éducation morale (favoriser la volonté morale) et les modalités de son enseignement (rationalisation et schématisation).

Le danger le plus grave de l'enseignement de la morale réside dans la motivation et la légalisation de la volonté pure, donc dans l'oppression de la liberté. Si l'enseignement de la morale s'assigne réellement pour but la formation morale de

l'élève, il se trouve mis devant une tâche impossible à remplir, au sein de laquelle « le sobre concept du devoir menace de se perdre ».

Plus concrètement, on constate aujourd'hui que, à devoir s'adapter aux contraintes normatives qui pèsent sur leurs activités, et aux exigences qui s'imposent à leur existence, les professionnels perdent de vue les finalités de leur métiers, pour satisfaire au contrôle des dispositifs d'oppression sociale contrôlés par la néo-évaluation.

Il y a des domaines de connaissance et d'action où les ravages de ces dispositifs sont limités, voire quasiment sans conséquences, et d'autres où ils sont terrifiants car la rationalité pratico-formelle est incompatible avec la finalité spécifique des métiers auxquels elle s'impose : notamment le soin, l'éducation, la justice, le travail social, la recherche, la culture etc. Bref, l'ensemble des métiers et des professionnels qui se sont insurgés, au sein de l'Appel des appels, contre ces nouvelles procédures de normalisation et de contrôle qui dénaturent les pratiques et leur éthique.

Comme l'écrivait Bourdieu en 1995 : « c'est encore défendre la raison que de combattre ceux qui masquent sous les dehors de la raison leurs abus de pouvoir ou qui se servent des armes de la raison pour asseoir ou justifier un empire arbitraire ».

Il convient aussi de prendre la mesure politique des révoltes et insurrections éthiques des professionnels qui donnent aujourd'hui de la voix pour faire entendre la rationalité substantielle de la pensée, ce souci de la vulnérabilité, écrasée par des exigences de l'évaluation comptable et instrumentale. Leur révolte est éthique car elle inclut cette dimension de la valeur dont la rationalité pratico formelle fait bon marché.

Alors bien sûr, je ne dirai pas que la néo-évaluation est fasciste quand bien même elle peut s'avérer totalitaire à vouloir imposer la version la plus intégriste de la religion du marché, mais elle nous expose sûrement et insidieusement à nous écarter de la pensée au profit de l'intériorisation du système technicien dans notre réalité psychique et sociale, et en conséquence nous expose à cette forme politique de servitude totale dont le fascisme a constitué l'événement historique.

Comme l'écrit Pasolini : « le véritable fascisme est celui qui s'en prend aux valeurs, aux âmes, aux langages, aux gestes, aux corps du peuple, et qui mène, sans bourreaux ni exécutions de masse, à la suppression de larges portions de la société elle-même »

Qui pourra nous garantir que nous pourrions encore rêver dans le monde insomniaque de la vigilance autant sécuritaire que marchandisée, où on demande aux enfants de marcher au pas cadencé des évaluations scolaires, avant même d'avoir eu le désir de faire un pas vers l'autre. Oublions cette profonde parole de Benjamin écrite en 1933 : « il y a une chose que peut l'adulte : marcher – mais une autre qu'il ne peut plus – apprendre à marcher. « Là est la véritable valeur, non dans le comportement de marcher mais dans le geste d'apprendre, qui rend tout autant possible la maturité que la démocratie.